

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro: 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

Abonnement à la **Gazette de Lausanne** jusqu'au 31 décembre

3 francs.

A l'étranger, 5 francs.

LAUSANNE. 6 novembre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Quand, à propos des derniers incidents survenus à la Chambre française, on parle de situation nouvelle, de rupture de M. Clémenceau et de ses amis avec le gouvernement on méconnaît la réalité.

Les menaces et les votes de l'extrême-gauche ne changent rien à rien. Pour qu'il y eût une situation nouvelle, il faudrait que l'état-major radical eût passé d'un camp dans un autre, qu'il fût devenu l'adversaire du gouvernement après avoir été son allié fidèle. Or les faits démontrent que ce parti n'a jamais cessé une seule minute de faire de l'opposition et qu'il n'a point dépendu de lui que l'ère des crises ne fût depuis longtemps ouverte. C'était, hier, un adversaire, et c'est, aujourd'hui, encore, un adversaire. C'est toujours un adversaire impuissant par lui-même, redoutable seulement par la crainte inexplicable qu'il inspire au président du conseil.

M. Clémenceau ne peut rien détruire, même avec le concours des socialistes, qui se méfient de lui, et des boulangistes, qui se servent de lui pour rentrer dans le giron radical. Il ne serait à redouter que le jour où la droite renouvellerait une coalition avec l'extrême-gauche; mais si le parti de M. Clémenceau est prêt pour cette politique de gâchis, les conservateurs y répugnent. Ils savent que leurs électeurs n'en veulent plus à aucun prix. Ils ne peuvent pas faire le jeu des révolutionnaires, parce qu'ils auraient contre eux tous les catholiques qui forment le gros de leurs troupes. Ils auraient, comme nous le disions hier, tout à redouter d'une dissolution. Enfin, leur patriotisme, qui est sincère, leur interdit de compromettre une situation extérieure excellente et inespérée. Voilà pourquoi ils se sont abstenus samedi, à quelques Cassagnac près, malgré les invites de M. Clémenceau, malgré l'irritation profonde que les incidents qui ont suivi les frasques de Rome leur ont causée. Ils ne demanderaient certainement que de faire plus encore et d'appuyer le gouvernement, si celui-ci faisait n'importe quoi pour les y amener. Mais jusqu'ici les ministres ont coutume de leur rendre avec usure à la droite tous les coups qu'ils reçoivent des radicaux.

Si M. Clémenceau a fait de nouveaux éclats, s'il a pris ardemment parti pour le compagnon L'Argue, c'est qu'il devient aujourd'hui nécessaire pour lui et son parti de contracter des alliances électorales avec les socialistes, et de ramener un peu les restes d'un parti qui tombe et d'une popularité qui s'éteint. Les députés radicaux représentent en général des centres ouvriers. Ils se sentent débordés par le mouvement qui entraîne leurs commettants vers la politique socialiste. Ils sont placés en face de cette alternative, ou d'être distancés, rejetés, submergés, ou de suivre, en ayant l'air de la diriger, la marche de leurs électeurs. Et ils s'échauffent à froid pour le très peu intéressant condamné de Douai.

On remarque beaucoup l'unanimité de la presse russe à condamner énergiquement l'attitude prise par M. Clémenceau. Elle déclare en termes formels qu'une crise gouvernementale serait de nature à compromettre gravement l'entente franco-russe, et l'un de ses organes dit textuellement: « Il est inadmissible que M. Clémenceau puisse provoquer un événement aussi grave pour satisfaire sa puerile ambition. »

On estime à Paris que, si le gouvernement savait vouloir, il pourrait aujourd'hui écraser ce qui reste de l'extrême-gauche par la dissolution, ou, — sans la dissolution, — tout simplement en prenant vis-à-vis des conservateurs, très apprivoisables dans leur grande majorité, un langage moins rébarbatif.

Une dépêche de Rio-de-Janeiro, reçue mercredi, annonce que le maréchal Deodoro da Fonseca a dissout le congrès brésilien. Des renseignements publiés par le *New-York Herald* laissent entendre que l'Assemblée avait voté une loi tendante à limiter l'exercice du droit de veto accordé par la constitution au président, et que celui-ci, considérant ce vote comme une injure personnelle, y aurait répondu par un décret de dissolution. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il ne s'agit là que d'un prétexte: depuis longtemps le président cherchait à se débarrasser de son congrès, quelques faibles obstacles que celui-ci opposât à l'exécution des volontés du gouvernement, et il n'avait qu'un but: rétablir la dictature. Le décret de dissolution proclame celle-ci, suspend les garanties constitutionnelles et établit la loi martiale.

Les documents fournis par la légation du Brésil à Londres aux journaux anglais déclarent que ce coup d'Etat n'a rencontré aucune résistance, et que tout le pays est absolument calme. Bien que des dépêches privées fassent mention des graves précautions prises, telles qu'interdiction au public de l'usage du télégraphe, nous ne croyons pas devoir douter de l'exactitude des renseignements officiels: ni le parlement ni la population du Brésil n'a jamais fait aucune résistance aux ordres venus d'en haut, et un réveil d'énergie *in extremis* aurait de quoi surprendre. De même que l'on avait laissé renverser sans aucune protestation l'empereur don Pedro, de même on a laissé le maréchal Deodoro profiter du pouvoir qu'il avait acquis pour s'enrichir et enrichir ses neveux, et nul ne s'est élevé pour s'opposer à tous les abus et aux scandales qui ont entraîné en deux ans la ruine du crédit du pays. Le Brésil porte aujourd'hui les conséquences de sa trop longue patience, et nous ne voyons pas comment il pourra sortir indemne de la crise terrible qu'il traverse.

Voilà ce beau pays, qui seul dans l'Amérique du Sud jouissait jusqu'à la révolution d'une administration honnête, lancée à toute vapeur dans la voie de l'Argentine, de la Bolivie et du Pérou. Le malheur, c'est que de grands intérêts européens y sont engagés comme à Buenos-Ayres et dans l'Uruguay.

Les dépêches du Chili parlent d'une conspiration balmacédiste favorisée par les Etats-Unis et découverte avant qu'elle ait éclaté. Les coupables, vrais ou présumés, sont sous les verrous. M. Monst se présenta à la présidence le 25 novembre.

Les Allemands s'aperçoivent à leur tour que tout n'est pas rose dans les entreprises coloniales.

Le commandant Wissmann avait réussi, grâce à une petite armée recrutée en Egypte, à réprimer l'insurrection esclavagiste et à faire régner un ordre relatif dans les territoires allemands de l'Afrique orientale. Le gouvernement civil du baron de Soden aurait, si l'on en croit une partie de la presse allemande, ruiné de fond en comble l'œuvre de l'énergie officielle.

Le désastre de l'expédition Zelewski, massacrée presque jusqu'au dernier homme par les indigènes, a causé une impression très pénible. L'opinion publique était à peine remise de ce coup, lorsqu'une autre nouvelle vint porter le comble à l'irritation. On apprit qu'Emin-Pacha, qui s'était offert pour conduire une mission chargée de frayer une route vers le lac Victoria-Nyanza, avait déserté — ce mot est le seul juste — avec une partie de ses officiers européens et de ses soldats indigènes, et que, franchissant les limites de la « sphère d'influence » allemande, il se dirigeait tranquillement vers son ancienne province de l'Equateur.

Cette fugue confirme singulièrement les soupçons qu'on avait conçus sur le rôle joué dans le temps par Stanley, le sauveur du pacha. Il est évident que le gouverneur d'Ouadaï n'a pas pu quitter de son plein gré la région où il s'empresse de rentrer, même au prix d'un manquement grave à la discipline et presque à l'honneur. On dit qu'Emin cherche à rapporter le stock d'ivoire qu'il a laissé dans les magasins d'Ouadaï. Il est permis aussi de penser que l'entêté pacha n'a pu résister à l'attrait de cette paternelle et primitive quasi-royauté qu'il exerçait dans ce doux pays de l'Equateur, si loin de la paperasserie égyptienne et de la bureaucratie allemande. Le pauvre Emin trouvera peut-être les mahdistes installés dans sa forteresse d'Ouadaï. En tout cas, le voilà désavoué par le *Moniteur officiel de l'empire allemand*, et traité de pirate par la presse anglaise.

L'histoire d'une banque.

Un journal argovien, le *Tagblatt d'Aarau*, publie un article curieux sur les faits et gestes des banquiers berlinois qui, depuis trois ou quatre ans, exploitent la Suisse. Comme cette histoire nous intéresse directement, la Suisse romande ayant servi de théâtre aux débuts de ces industriels, nous reproduisons *in extenso* l'exposé du journal argovien:

Le 15 novembre 1888, une banque nouvelle commençait à Berlin ses opérations sous le nom de « Banque internationale à Berlin ». C'était une suite de la maison J.-T. Goldberger dont l'un des associés, M. Louis-Max Goldberger, conseiller de commerce, entra dans le conseil de surveillance et l'autre, M. Georges Goldberger, consul général, dans la direction du nouvel établissement.

Le capital-actions de celui-ci était fixé à 20 millions de marks; les actions, dont la valeur nominale était de 1000 marks, furent cédées au public à 1225 marks.

A peine constituée, la jeune banque se lança fiévreusement dans les grandes entreprises. La même année 1888, on fonda à St-Gall l'*Unionbank* suisse, au capital de 12 millions; cours d'émission des actions, 575 fr.

En 1889, on fonda: 1° à Milan, au même capital de 12 millions, la *Banca Unione italiana*; cours d'émission des actions, 585 fr.; — 2° à Zurich, au capital de 8 millions, la *Bankverein*; cours d'émission des actions, 600 fr. — La même année encore, la *Bankverein* fédérale élevait de 8 millions son capital de fondation au cours d'émission de 500 fr. Bientôt

ne seraient pas arrivées; on n'a appris ça dans l'histoire, on dans la littérature... enfin, quand j'étais misérable, à Turgot. Eh bien! c'est comme moi! Absolument! Si j'avais le nez plus long, je serais probablement marié. Mais j'ai un nez comme Coquelin... Je ne peux pas plaindre à mademoiselle votre pupille. N'insistez pas, je vous en prie, vous me feriez de la peine! Les yeux de Léo brillaient comme ceux d'un jeune loup, il montrait ses dents blanches; involontairement, Mme Vallencour regarda le nez dont il parlait: ce nez était plutôt long, mais sans affectation. Elle éclata de rire.

— Marché fait? dit-il en lui tendant la main. Topez là!

Elle lui donna la main, amusée par cette brillante gaieté.

— Alors, c'est entendu; je vais faire ma cour. Si vous saviez! Il n'y a rien de plus agréable. Et je serai garçon d'honneur, ça rentre dans les conditions du marché. Mais ne dites rien à maman!

— Et si elle me demande mon opinion sur vous?

— Dites-lui que je suis charmant! Ça lui fera plaisir; et puis, ça ne sera pas un mensonge, n'est-ce pas?

— Quelle drôle de conversation! fit Mme Vallencour en recommençant à rire.

— Le fait est que pour une soirée de préliminaires, c'est une drôle de conversation, mais... Ah! se reprit-il, j'ai oublié de vous dire qu'en outre de mes charmes personnels, je suis un très bon chien... Vous ne comprenez pas? Un chien de garde. Pendant que je suis là, je tiens de la place, d'abord, et puis ensuite je veille...

— Ah! c'est bien, cela! dit la tutrice plus sérieusement.

— Et si je voyais approcher un voleur, je vous le dirais: il y a de singuliers gens dans notre monde très choisis... si vous saviez! Mais c'est dans tous les mondes la même chose! Ça ne fait rien, c'est la première fois de ma vie que je fais accord avec la ma-

après, deuxième augmentation de 12 millions au cours de 375 fr.

En 1890, la *Bankverein*, de Zurich, élève son capital de 8 millions; cours d'émission 625 fr. La même année, on fonde à Bâle la Banque nouvelle des chemins de fer, capital 5 millions, dont les actions n'ont pas encore été émises.

Dans l'entretemps, la Banque internationale de Berlin portait son capital de 20 à 40 millions; l'émission se faisait à 117 1/2 0/0 pour l'actionnaire ancien et 120 0/0 pour le gros public.

Comme la *Bankverein* de Winterthur, capital 15 millions, était aussi entrée en relations intimes avec la banque berlinoise, le groupe financier dans lequel celle-ci exerçait l'hégémonie comprenait par conséquent, pour ce qui concerne la Suisse, outre quelques banques privées, sept banques publiques représentant un capital de 140 millions: Banque internationale, 50 millions; Banque fédérale, 30 millions; Bankverein à Zurich, 16 millions; Banque de Winterthur, 15 millions; Unionbank, St-Gall, 12 millions; Unionbank, Milan, 12 millions; Banque nouvelle des chemins de fer, 5 millions.

Après que les créations et augmentations de capital de ces divers associés eurent été placées et réciproquement liées par les syndicats et les provisions de garantie, en usage en pareil cas, le grand groupe international s'intéressa à quelques affaires italiennes, puis, avec véhémence, à la nationalisation des chemins de fer suisses.

Il fallait pour cela exécuter quelques travaux préparatoires.

Pour se faire agréer à Berne, on se chargea à des conditions avantageuses pour le fisc fédéral des emprunts 3 1/2 pour cent de 1888 et 1889.

Après quoi, on prit pour 2 millions d'actions du Jura-Berne-Lucerne et ensuite, en commun avec la Banque cantonale vaudoise et la Banque pour le commerce et l'industrie (M. Parcus), pour 14 millions d'actions privilégiées 4 1/2 du Jura-Simplon. Cette dernière opération était déjà en connexion avec la fusion de la S.-O.-S. et du J.-B.-L., aux termes de laquelle on prit encore pour 14 millions de petites actions J.-S. (privilégiées pour 1890 et 1891), qu'on repassa ensuite aux banquiers de Genève.

Puis on exécuta le premier coup: le syndicat, conduit par la Banque internationale, représentée en Suisse par la Banque cantonale vaudoise, et auquel les Etats de Berne et de Fribourg et quelques autres gros porteurs s'appuyèrent comme vendeurs, offrirent à la Confédération environ cent mille actions privilégiées Jura-Simplon, divisées 1889 non compris, au prix de 600 fr., payables pour la plupart en 666 fr. de rente fédérale 3 0/0, au cours de 90. Le même syndicat participait pour un gros chiffre à l'émission de l'emprunt fédéral 3 0/0 des chemins de fer de 69,330,000 fr. L'emprunt fut surtout placé en France; l'Allemagne en absorba à peine 1 0/0. L'affaire fut brillante pour le syndicat qui s'était préalablement assuré une quantité convenable d'actions privilégiées J.-S. dans les bas cours. Tous ceux qui ont participé à l'opération n'ont pas été si heureux.

L'appétit vient en mangeant. La Confédération ayant payé les titres J.-S. un bon prix, c'était sans doute qu'elle était friande de valeurs de chemins de fer et en acquerrait d'autres encore même à un prix encore plus élevé, si on lui en offrait. MM. Goldberger et consorts s'intéressèrent alors aux actions du Central, les acceptèrent, poussèrent les prix à un cours inconnu jusqu'alors, pour les offrir ensuite à la Confédération à un prix plus haut encore, avec le secours d'un associé gagné à la *Deutsche Bank* de Berlin.

Il y eut alors en Suisse des hommes pour exalter l'*Internationale Bank* et son groupe comme des financiers de haut vol et des bienfaiteurs de la Suisse parce qu'ils avaient bien voulu céder gracieusement leurs titres à la Confédération. Le syndicat fut au zénith de sa gloire et de sa renommée le jour où, dans l'Assemblée fédérale, un homme d'Etat éminent constata que c'était ce groupe qui avait fait à la Confédération les offres les plus avantageuses pour l'emprunt, tandis que la finance suisse avait battu froid et formulé des prétentions exagérées. Dans le même discours on déclarait que la caractéristique de la finance suisse était « réticence et impuissance ». En d'autres termes, la Suisse ne devait trouver son salut qu'après de MM. Goldberger et consorts.

man... c'est tout comme et pas avec la demoiselle. Ah! madame, que vous êtes une aimable personne! Et comme nous allons nous amuser!

— Nous amuser?

— Eh! oui, pendant les séances de pose; est-ce que vous vous imaginez que je ne serai pas là une fois sur deux? Ça vous aurait bien ennuyée si nous n'avions pas fait marché ensemble, mais maintenant nous n'en aurons que le plaisir.

Sur ce mot qui conclut l'accord, on se sépara.

En voiture, M^{me} Vallencour demanda à Lina:

— Comment trouvez-vous la maison, ma chère enfant?

Elle répondit sans hésiter:

— Tout à fait charmante.

Aristide entra chez lui dans un état d'esprit bizarre et surexcité. Il aimait à se figurer qu'il produisait une impression profonde sur les cours de jeunes filles, et en se remémorant la façon dont il avait parlé, dont il avait agi, il se trouvait, cette fois, tout à fait irrésistible.

Certaines âmes, — elles sont nombreuses, — ont absolument besoin de faire confiance de leurs succès; autant elles gardent volontiers le secret de leurs déboires, autant il leur semble légitime et digne de raconter leurs bonnes chances, facilement transformées en bonnes fortunes. Aristide était de celles-là, et s'il n'eût pu rien dire à personne, il eût passé une mauvaise nuit.

Par un hasard providentiel, Mme Bellet ne dormait pas. En entendant la porte se refermer sans trop de précaution, car Aristide ne se souciait que médiocrement du repos des autres, elle appela son fils, qui se présenta au pied de son lit, un bourgeois à la main.

— Belle soirée? demanda l'excellente mère.

— Soirée intime, peu de monde... j'ai dit des vers.

— Ah! fit Mme Bellet en renouant les cordons de son bonnet de nuit. On a applaudi?

— Naturellement! Il y avait là une famille charmante, des nouveaux venus, je n'ai pas bien compris

Et aujourd'hui?

Aujourd'hui, les actions de l'*Unionbank* de Milan émises à 585 sont en dessous de 400 et n'ont pu conserver ce cours que sur la nouvelle d'une réduction de capital. — Les actions du *Bankverein* de Zurich, émises à 600 et 625 et qui cotaient 900 l'autonomie dernier, sont tombées en dessous de 600. — Les actions de la Banque fédérale émises en 1889 à 550 et 575, et qui cotaient encore 660 en janvier, sont à 410; chacun sait que cet établissement a été entraîné à des opérations dont il eût mieux valu qu'il s'abstint. La Banque nouvelle des chemins de fer désire liquider et cherche à se soustraire, fût-ce par un procès, aux engagements pris pour la construction de la ligne Landquart-Coire-Thusis. Quant aux avantages que la fusion a valu aux actionnaires du J.-S. et en général à la Suisse romande, nous laissons aux Vaudois et aux Genevois le soin de les énumérer.

Et l'*Internationale Bank*? Le cours de ses actions, après avoir atteint 135 0/0, est tombé en janvier à 111 0/0 et en septembre à 90 0/0. Aujourd'hui, il a regagné 102. Au surplus, la Banque se dispose à disparaître de la surface avant qu'il soit longtemps. Les valeurs actions s'élevant à environ 46 1/2 millions de marks ont été vendues pour 42 millions à la *Berliner Handelsgesellschaft*, laquelle paye 22,850,000 marks en espèces et 15 millions en ses propres actions émises à 127 2/3 pour cent.

En d'autres termes, cela veut dire que les actionnaires perdent 4 1/2 millions de marks sur leur avoir au bilan. La *Gazette de Francfort*, du 10 octobre, reconnaît qu'une liquidation n'eût pas donné mieux et que c'était la seule meilleure manière de se sortir de peine. Les actionnaires paraissent ne pas vouloir comprendre et être d'autant plus irrités que l'un des deux messieurs Goldberger entre comme participant dans la *Handelsgesellschaft*, que l'autre en sera probablement administrateur et que le troisième directeur de l'*Internationale Bank*, M. Simon, a reçu une indemnité qu'on dit d'un million de marks. Les motifs pour lesquels MM. Goldberger liquident leur grande banque internationale ne sont pas encore tous connus; quels qu'ils soient, il ne semble pas que nous ayons lieu d'être particulièrement fiers en Suisse d'avoir, en un jour d'erreur, choisi ces messieurs comme « financiers de la couronne ».

Il y a pourtant de singuliers retours ici-bas. A peine M. Marti avait-il prononcé au Conseil national ces fiers paroles: « Nous reconnaissons volontiers Zurich, Bâle et Genève comme nos premières places de commerce et d'industrie... Mais en matière de chemins de fer, c'est Berne qui a vu juste et mérite non seulement de la reconnaissance mais d'être choisie comme exemple », à peine M. Marti avait-il dit cela que le malheureux effondrement du pont de Mönchstein jetait un jour si étrange sur le réseau modèle de l'Etat bernois. — A peine l'écho des dernières louanges décernées au Palais fédéral à MM. Goldberger et à leurs amis a-t-il retenti que voici la *Internationale Bank in Berlin* qui disparaît, ne laissant derrière elle que des actionnaires mandisant les hommes en lesquels ils avaient placé leur confiance.

Certes, c'est une curieuse histoire que celle dont le *Tagblatt d'Aarau* retrace les étapes; mettez *Bankue universelle* pour *Bankue internationale*, « Saccard » pour « Goldberger » et vous aurez une page de M. Zola.

Souhaitons que le vote du peuple, le 6 décembre, mette fin à ces tripotages ou tout au moins en dégage les pouvoirs publics de la Confédération.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 5 novembre.

Pourquoi l'extrême-gauche se reconstruit. — Le budget du Tonkin. — Le traité avec la Dahomey. — Arah Bernhard. — Le décapité de la rue Charonne.

Il paraît que l'un des principaux buts de la reconstitution de l'extrême-gauche est tiré du besoin de réagir contre le « laisser-aller » de

si c'est la nièce... elle ne porte pas le même nom.

— Qui? demanda la mère en ouvrant de grands yeux.

— La jeune fille; une belle personne. Très aimable.

Mme Bellet sourit avec faiblesse, en regardant son fils unique.

— Encore un mariage pour Léo, je crois, reprit Aristide; il va le manquer comme les autres!

— Riche, la demoiselle?

— Je m'informerais; la première fois, tu comprends, on ne peut pas. Mais si elle n'était pas riche, on ne l'aurait pas invitée; et puis Favières va faire son portrait.

— Oh! tout à fait du monde bien, alors, fit Mme Bellet, en levant les sourcils avec une profonde admiration. M. de Favières ne donne pas ses coquilles!

— Oui, on voit qu'ils sont très riches; ils ont leur voiture, dit négligemment Aristide. Bonsoir, maman.

Il se retira et passa dans le sanctuaire de sa chambre à coucher, où il se déshabillait lentement.

— Des vers, un autre sonnet, pensait-il; Léo en parle bien à son aise! Je voudrais l'y voir!

Dans le silence et l'obscurité, c'est-à-dire sa bougie éteinte, il tenta d'aligner des rimes; il voulait faire rimer *cheveux noirs* avec *désespoirs*, et y renonça, la rime étant trop pauvre. Il essaya ensuite de la *blancheur sacrée*, mais les rimes étaient toutes usées jusqu'au dernier fil, à force d'avoir servi.

— Au diable! se dit-il en dormant un coup de pied dans son édredon. J'ai vu Bazoches. Mais qui sait ce qu'elle aime, cette singulière demoiselle? Elle m'a paru préférer les chansons de Nadaud aux *Frangères*. Ce ne serait pas une preuve de goût! Mais on ne se marie pas avec une femme parce qu'elle a du goût... on se marie parce qu'elle a de l'argent.

Sur cette réflexion d'une philosophie si profonde, Aristide chercha le sommeil et le trouva.

(A suivre.)

FEUILLETON DE LA GAZETTE

L'HÉRITIÈRE

par HENRY GRÉVILLE

— Nous sommes comme ça dans notre monde, fit Léo derrière elle.

Il reçut de sa maman un coup de coude inattendu, mais mérité; car elle voyait avec désespoir son fils jouer une à une toutes ses chances de plaisir. Mme Vallencour se mit à rire.

— Vous êtes déjà célèbre, monsieur, dit-elle en se retournant vers le jeune homme.

— Mais oui, par le talent de mon illustre père et les vertus de ma mère.

— Quel ton, mon Dieu! pensait Mme de Favières. L'infortuné! Jamais je ne viendrai à bout de le marier! On dirait qu'il le fait exprès!

— Et mon ami Bellet, reprit l'impitoyable railleur en indiquant Aristide, qui hanchait de la jambe droite, son claque pendant sur son genou gauche, il est célèbre aussi! Il y a beaucoup d'endroits où, quand il entre, on se penche le coude et l'on murmure: « C'est lui! » Du reste, ça se voit sur sa figure, n'est-ce pas?

Mme Vallencour se tourna tout à fait et plongeant son regard d'honnête femme au fond des yeux du brave garçon. En une seconde ils se comprirent et devinrent alliés, quoique sans savoir sur quel point ils avaient conclu l'alliance. Profitant du brouhaha causé par l'apparition du Léo, Léo se coula tout contre la chaise de Mme Vallencour.

— Madam, lui dit-il à demi-voix, vous ne me connaissez pas du tout, et j'ai à peine l'honneur d'avoir le droit de vous tirer mon chapeau quand j'aurai la bonne fortune de vous rencontrer; mais je suis que je puis vous parler comme à une mère.

Le comique contenu; la blague décente, si ces deux mots peuvent jamais se trouver accouplés, donnaient

une saveur extraordinaire à ce discours en apparence incohérent.

— Je suis un excellent garçon; madame, reprit-il après s'être assuré, par un regard, que Mme Vallencour l'écoutait avec attention, vous ne pouvez pas vous imaginer comme je suis bon garçon! Et puis, mon père fera un portrait délicieux de mademoiselle votre pupille. Vous verrez! Dans vingt ans on le croira fait la veille, et ce sera toujours comme ça! Mais est-ce que vous croyez vraiment que je serais un parti convenable!

Stupéfaite, Mme Vallencour le regarda sans rire; il cligna imperceptiblement de l'œil, ce qui acheva de la bouleverser.

— Madame, reprit-il, ordinairement c'est aux demoiselles elles-mêmes que je dis cela, mais en la circonstance actuelle Mlle Lemartroy ne m'accorderait peut-être pas une attention suffisante; aussi, vous voyez, je viens franchement à vous. Mes admirables parents veulent me marier, et moi, madame, je ne suis pas mûr pour le mariage. Ma parole d'honneur! Je ne suis pas mûr! D'ailleurs, ça se voit!

Les yeux de Mme Vallencour commençaient à se rapetisser, ce qui était bon signe.

— N'est-ce pas que ça se voit? reprit-il avec une confiance adorable, en se pelotonnant presque dans les jupes de l'excellente femme. Mais si je le leur disais, ils en feraient une maladie, ils seraient capables d'en mourir de chagrin. Nous ne le voulons pas, chère madame, dites que vous ne le voulez pas?

Mme Vallencour exprima par un signe qu'elle ne souhaitait aucunement la mort de M. et Mme de Favières.

— Alors, il faut leur laisser croire que... enfin, que je suis mûr... presque mûr... et me permettre de faire la cour à Mlle Lemartroy.

— C'est grave! reprit la tutrice en souriant. Et si vous alliez plaire?

— Impossible, chère madame, je me connais! J'ai le nez trop court! Si Cléopâtre avait en le nez plus long, vous savez qu'il y a des quantités de choses qui

la Chambre à l'égard du gouvernement. L'aveu émane de M. Peytral, ancien ministre, qui est l'un des plus actifs auteurs de propagande en faveur du nouveau groupe. Si vous avez quelque peine à comprendre ce que cela veut dire, j'ajouterais que l'on reproche au cabinet de montrer quelque faiblesse envers les cléricaux — Mgr Gouthé-Soulard ne s'en doute certainement pas — et que l'on ne veut pas que la majorité tolère plus longtemps cette situation.

Le même M. Peytral a d'ailleurs protesté, dans ses conversations au Palais-Bourbon, où il n'est pas question d'autre chose, que l'extrême-gauche reconstituée ne serait point une machine de guerre contre le ministère, mais qu'il s'agit de viser des « résultats pratiques », en donnant aux auteurs d'interpellations la confiance qu'ils seront soutenus et suivis, au moins par une petite fraction de la Chambre.

En prenant l'ensemble de ces explications, on arrive à ne plus comprendre du tout. Mieux vaut donc en faire abstraction et admettre que M. Clémenceau cherche tout bonnement à grouper ses amis, de manière à les avoir plus facilement sous la main. Qu'il en résulte quelque chose de pratique, et surtout favorable à la discussion paisible des intérêts généraux du pays, c'est ce qu'il est difficile d'imaginer.

Le programme du nouveau groupe doit porter en premier lieu sur la revision, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la réforme de l'assiette de l'impôt. Au reste, avant de formuler un programme, on est à la recherche d'un nom. Il a paru convenable à quelques-uns de ne pas ressusciter en même temps que la chose, le mot d'extrême gauche, qui est peu usé. On a donc proposé successivement l'étiquette de *union socialiste*, *union radicale-socialiste*, *union progressiste*, et ce sera le but essentiel de la réunion qui a lieu en ce moment de prendre un parti sur cette importante question. Le télégraphe vous apprendra ce qui a été résolu.

En séance publique, on commence aujourd'hui la discussion du budget de la guerre, qui ne paraît pas devoir être plus étendue que celle des autres ministères. Plus mouvementé sera le débat sur le Tonkin, que la commission a examiné hier, en écoutant entre autres les explications de M. Etienne. Le sous-secrétaire d'Etat aux colonies a reconnu qu'un certain mécompte s'est produit dans les recettes locales attendues. La presse de l'opposition s'empare déjà de cet aveu pour en conclure que le Tonkin coûte 42 millions par an à la France, que malgré toutes les promesses il continue à ne rien rapporter, et que c'est en conséquence une affaire désastreuse.

Un dernier point à mentionner dans le domaine parlementaire : le gouvernement s'est décidé à ne pas insister pour obtenir la ratification législative du traité conclu avec le roi du Dahomey. Il fait ainsi prévaloir la doctrine que la ratification des traités regarde le pouvoir exécutif seul. Ce procédé soulève diverses critiques, en considérant entre autres que le dit traité impose au budget certaines charges annuelles — la pension de 20,000 fr. allouée au monarque africain — et qu'ainsi le contrôle financier des Chambres se trouve arbitrairement écarté.

Après la rentrée de Coquelin à la Comédie-Française, il est maintenant question de celle de Sarah Bernhardt. Le *Gaulois* se fait l'écho de cette nouvelle, une grosse nouvelle au point de vue parisien et boulevardier, en ajoutant que M. Claretie réunira prochainement le comité pour lui soumettre les conditions que la transfiguration bien voulu lui adresser.

On signalait ce matin un nouvel accident de chemin de fer, à Compiègne, aux environs d'Amiens, avec des dégâts matériels importants, et six personnes blessées, puis un nouveau crime mystérieux, commis dans des circonstances encore inédites. Dans la cave d'un emballeur du quartier Saint-Antoine, à la rue de Charonne, on a retrouvé un cadavre d'homme entièrement nu avec la tête coupée. Le local ne portait aucune trace de lutte, ni de drame sanglant, mais l'enquête a fait découvrir que le crime a eu lieu dans la cave d'un autre locataire du même immeuble, d'où le cadavre mutilé a dû être transporté à bras.

La difficulté de l'instruction réside dans le fait que la victime est aussi inconnue, que l'assassin est ignoré et le mobile du crime mystérieux. On a établi seulement jusqu'ici que le cadavre est celui d'un homme de vingt-cinq ans environ, dont les mains indiquent une profession manuelle, probablement celle de menuisier ou tourneur.

La réunion de l'extrême gauche.

Paris, 5 novembre.
Aujourd'hui a eu lieu la réunion des radicaux annoncée depuis lundi. Vingt-deux membres y assistaient, entr'autres MM. Camille Pelletan, Peytral, Leydet, Dreyfus, Ferrier, Brousse, Barodet, etc. M. Clémenceau n'était pas venu.

Trois systèmes ont été soutenus.
M. Peytral a dit que certains radicaux, volant ordinairement dans le même sens, avaient pensé qu'il serait bon de grouper leurs efforts pour faire triompher leurs idées, en essayant d'exercer une action collective sur la marche du gouvernement. Il ne s'agit pas de décider immédiatement la formation d'un groupe, mais d'examiner s'il y a lieu de convoquer prochainement une réunion, à laquelle reviendra le soin de décider s'il est utile de constituer un groupe.

M. Terrier, député d'Eure-et-Loir, a fait remarquer que des groupes ne sont pas vus favorablement dans le pays. Il pense qu'il vaudrait mieux recourir à une autre procédure pour atteindre le but qu'on se propose. Il estime qu'il serait plus convenable, avant de rechercher s'il y a lieu de former un groupe radical, d'interpeller le gouvernement sur la politique générale, d'exposer dans le débat les réformes que réclament les radicaux, et de prendre acte de celles que le gouvernement promet de réaliser, de façon à délimiter nettement la situation.

M. Camille Dreyfus, comme M. Terrier, a fait ressortir combien l'idée de formation d'un groupe rencontraît de défaveur. Il estime qu'une action commune est nécessaire, mais il ne faudrait pas, pour essayer de l'exercer, entrer dans une voie fautive. M. Dreyfus a ajouté que le Cabinet était encore très fort, très populaire. On se mettrait dans une très mauvaise position si l'on avait l'air de vouloir pratiquer

uniquement une politique antiministérielle. L'orateur est d'avis que le parti radical doit indiquer dès aujourd'hui, en vue des élections, qu'il a une situation intermédiaire entre les modérés et les révolutionnaires. Il faudrait, suivant lui, charger une commission de rechercher, dans le programme radical, deux ou trois questions, telles que la loi sur les associations, la réforme de l'impôt, qu'on désirerait voir résoudre dans la législature, et entrer en pourparlers avec le gouvernement pour savoir dans quelle mesure il veut s'associer à la réalisation de ces réformes.

Enfin, la réunion s'est séparée après avoir voté l'ordre du jour suivant :

Les députés, réunis sans convocation préalable, aujourd'hui, 5 novembre 1891, dans un bureau de la Chambre, décident qu'il y a lieu de convoquer prochainement ceux de leurs collègues, qui votent habituellement avec eux, à une réunion destinée à provoquer une entente commune entre tous les députés décidés à réaliser les réformes politiques et sociales.

L'impression qui se dégage de cette réunion est que la tentative de reconstitution d'un groupe radical est fort compromise. Les rédacteurs de l'ordre du jour ont pris soin d'éviter de prononcer même le mot de groupe, afin de ne pas accentuer les divergences qui se sont produites et de tenir compte de l'opposition que rencontre l'entreprise parmi les radicaux absents de la réunion.

On pense que le mouvement se terminera par le dépôt et la discussion d'une interpellation sur la politique générale.

Lettre d'Espagne.

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 3 novembre.

L'Espagne et la triple alliance. — Nos vins et le protectionnisme français. — Les manœuvres suisses et la presse espagnole.

La nouvelle que l'Espagne était entrée ou allait entrer dans la triple alliance n'a pas été moins discutée chez nous qu'à l'étranger. A tout prendre et malgré des souvenirs peu agréables, les sympathies pour la France deviennent ici toujours plus générales, surtout depuis quelques années. D'ailleurs le peuple espagnol a trop à penser à ses propres affaires pour regarder celles du voisin autrement qu'avec curiosité et la neutralité, plus ou moins armée, dans les affaires extérieures, lui semble absolument indifférente.

Les tendances protectionnistes de la France risquent de faire grand tort à l'Espagne. Nos vins, qui ne payent actuellement que deux francs par hectolitre, sont menacés d'un tarif minimum de sept francs ! Les Français allèguent que l'alcool allemand paye 156 francs d'entrée en France et que leurs vins n'ayant guère plus de 8°, leurs viticulteurs sont obligés de dépenser plus de dix francs par hectolitre pour les élever à 15°, tandis que les Espagnols peuvent faire la même opération sans autres débours que les deux francs d'entrée en France.

Les Espagnols répondent que leurs vins ont plus de 8°, de 10° et de 12°, et que s'il y a des vins additionnés d'alcool allemand, ce sont des négociants français, excessivement nombreux dans le pays, qui après les leur avoir achetés naturels sur place, les arrangent et les exportent, faisant leurs propres affaires mais portant préjudice aux produits espagnols.

M. Genua Alas nous avait donné l'année dernière, à l'Athénée, quelques conférences intéressantes sur l'armée suisse, dont il est un fervent admirateur. Il tenait pourtant à la voir de près. A cet effet, il s'est rendu aux manœuvres de septembre, en Thurgovie, et a consigné ses impressions dans plusieurs articles. Après avoir fait la connaissance du colonel Schmidt et visité la fabrique d'armes du Wylerfeld, il lui demanda à quelle pension il aurait droit lorsque, chargé d'années et de service, il demanderait sa retraite. « — Je n'aurai pas de pension, lui répondit le colonel. On me donnera un autre emploi. En Suisse, il faut travailler toujours pour vivre ». A Kronbühl, il remarqua qu'il n'y a pas dans les rangs ce tapage excessif des manœuvres françaises et italiennes. « Ces architectes, ingénieurs, commerçants, médecins, avocats étudient l'art de la guerre avec la même application et le même sérieux qu'ils consacrent le reste de l'année à leur profession civile ».

« Je ne veux pas, écrit M. Alas, faire venir l'eau à la bouche aux régents de mon pays (qui souvent meurent de faim) en leur disant comment on peut être logé et nourri chez un de leurs collègues de Suisse ; je préfère montrer aux contribuables et aux militaires espagnols comment on peut manier admirablement 13,000 hommes en ne s'appelant que colonel et en ne touchant des émoluments que tant qu'on est à la tête d'une division... Dans d'autres pays on est sûr de savoir d'avance ce qui va arriver, grâce aux journaux qui publient les programmes à l'envi. C'est ainsi que le 30 août, en passant à Lyon, je pus prendre des notes sur ce que je devais voir les 13 et 14 septembre à Bar-sur-Aube. Ici, il n'y a pas de correspondants de journaux, mais surtout il n'y a pas de programme. Il y a simplement une idée générale stratégique, une situation initiale et c'est l'initiative et l'habileté des chefs qui décident la situation pour le lendemain, sauf les corrections que pourra faire le directeur des manœuvres... »

« Les Suisses ont réalisé cette année de grands progrès avec le nouvel armement et le règlement qui en a été la conséquence et dont les essais ont complètement réussi ».

M. G. Alas appartient au groupe protectionniste de M. Gamazo, qui réclame toujours de nouvelles économies. Ils tiennent à prouver qu'on peut réduire partout les dépenses et dans le cas présent voudraient organiser notre armée sur le modèle suisse. On les écoute avec plaisir. Le drapeau des économies rallie infailliblement les contribuables accablés d'impôts, mais on se dit que toutes les économies ne sont pas toujours possibles, que telle chose, fort avantageuse dans un petit pays, peut causer des maux irréparables dans un autre plus grand. On peut admirer sans pouvoir imiter ou du moins imiter complètement.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le *Figaro* annonce que M. de Giers arrivera vers le 10 courant à Paris et aura pendant son séjour une entrevue avec M. Ribot, probablement avant le 15 novembre.

— Le gouvernement français demandera prochainement un crédit pour renforcer la garnison d'Elgo-leah, de façon à surveiller efficacement les abords du Tonat.

— Le cardinal Lavergne continue de mieux aller. Il peut maintenant se lever un peu ; les médecins déclarent qu'il est sauvé.

— L'empereur François-Joseph a reçu en audience le jeune duc d'Orléans, qui est actuellement l'hôte du baron de Hirsch, à Saint-Johann, près de Vienne. Le prince est retourné chez le baron de Hirsch après l'audience impériale ; mais il reviendra à Vienne, où il séjournera quelque temps.

— On mande de Strasbourg, 5 novembre :

« Le fabricant Edouard Gros, citoyen suisse, qui est revenu aujourd'hui de Paris après une longue absence, a été expulsé pour avoir pris part à la fête de Bussang, en France. »

— Les renseignements sur les résultats des élections, dans les divers Etats de l'Union américaine qui ont eu à y procéder, n'arrivent que lentement, et il n'est pas facile, même après trois jours, d'avoir des détails exacts et complets. On peut pourtant dès à présent tenir pour certain l'échec des républicains protectionnistes à outrance, et il semble que, si leur chef a triomphé dans l'Ohio, il faut plutôt attribuer sa victoire à l'introduction dans les plateformes électorales de questions accessoires, telles que le monnayage illimité de l'argent, qu'à la sympathie des populations pour le fameux tarif Mac Kinley.

— On télégraphie d'Anney, 5 novembre :

M. Brunier, député républicain de l'arrondissement d'Anney, a perdu la vie dans un accident de chasse. Le cadavre de M. Brunier a été trouvé dans la campagne, à côté du fusil de chasse, déchargé sans doute à la suite d'une chute ou d'un choc accidentel. M. Félix Brunier était venu mardi passer quelques jours à Anney, sur l'invitation de ses amis. Mercredi matin il partit à la chasse, longeant le pied de la montagne du Semnoz. Il devait rentrer chez lui à midi. Vers trois heures, un de ses chiens rentra, aboyant et geignant, ce qui donna quelque inquiétude dans la famille. A sept heures, le deuxième chien arrivait de la même façon que le premier. Aussitôt, des amis et des voisins se mirent à la recherche de M. Brunier.

Les recherches furent longues, et on désespérait, quand, au lieu dit le « Moulin-Rouge », les chiens s'enfoncèrent en aboyant, dans un taillis rocailleux. On les suivit et on trouva le cadavre de M. Brunier portant au sein une horrible blessure ; les vêtements de M. Brunier étaient brûlés jusqu'au cou. Le fusil, dont un coup était déchargé, se trouvait près du cadavre.

On suppose que M. Brunier a glissé ; dans sa chute il aura liché son fusil, qui est parti en tombant. Le coup aura fait balte, les vêtements auront pris feu, et les cartouches que M. Brunier portait sur lui auront éclaté.

M. Brunier était âgé de cinquante ans. Avocat, ancien adjoint au maire d'Anney, M. Brunier, qui était député conseiller général de la Haute-Savoie, fut élu député pour la première fois à une élection partielle en 1888. Il fut réélu aux élections générales de 1889. A la Chambre, il appartenait à la nuance de la gauche républicaine.

La conférence de la paix.

Rome, 5 novembre.

Trois propositions sont présentées pour la constitution du comité et du secrétariat interparlementaire de la paix : 1° par M. Mazzoleni ; 2° par M. Bajer ; 3° par MM. Passy et Pandolfi.

MM. Mazzoleni, Bajer et Pandolfi développent leurs propositions.

M. Bajer propose que le siège des bureaux du secrétariat international soit placé à Berne. Il propose, pour en couvrir les frais, d'ouvrir immédiatement une souscription internationale.

La discussion a pris tout à coup une tournure à laquelle on ne s'attendait pas. M. Imbriani prend la parole et déclare qu'il ne lui semble pas opportun de former un comité permanent parlementaire pour la paix si l'on n'examine pas préalablement la question des nationalités. Il cite l'exemple du Parlement anglais et du Parlement français, qui démontrent la valeur des minorités dans les gouvernements libres. Souvent la paix signifie le *status quo*. Or l'orateur ne peut pas accepter cette paix. L'arbitrage ne résout pas toujours les questions.

« Il y a au fond de nos âmes des sentiments que nous ne voulons pas exprimer, mais qui existent quand même. Nous comprenons la paix, mais lorsqu'elle est unie au sentiment de la justice et des droits des peuples ; nous voulons une paix juste, tandis que la paix avec le *status quo* serait injuste. Pour moi, je préférerais la guerre : il y a des guerres justes et saintes. Je propose donc que le congrès proclame le respect des nationalités, quelles qu'elles soient. »

Ces discours a été, naturellement, souvent interrompu par le président, qui trouve que M. Imbriani est sorti de la discussion. Quelques délégués, entre autres des Allemands, quittent la salle.

M. Hubbard reprend la thèse de M. Imbriani et demande que les droits des peuples soient reconnus par le congrès.

M. Hirsch, délégué allemand, propose alors de renvoyer cette question aux différents comités permanents qu'on veut constituer dans chaque pays.

On assure que les Allemands sont décidés à approuver seulement la constitution de ces comités et refuseront la fondation d'un secrétariat permanent international. Il paraît que les Allemands ont déjà eu des pourparlers avec les Anglais et les Autrichiens à ce sujet.

La séance est levée après que le président a déclaré que le bureau de la présidence nommera un rapporteur qui soumettra, aujourd'hui à trois heures, son rapport à l'assemblée sur les trois propositions de MM. Mazzoleni, Bajer et Passy.

Le bureau s'est, en effet, réuni pour délibérer sur la constitution de comités nationaux et d'un secrétariat général international. Sur l'avis du délégué anglais M. Stanhope, il a été décidé qu'on conserverait provisoirement l'organisation actuelle, avec quelques légères modifications, laissant M. Pandolfi exercer les fonctions de secrétaire pour les actes de la conférence, qu'il a discuté un projet organique dans la réunion de l'année prochaine, qui devrait être tenue à Vienne. C'est donc un ajournement.

Le groupe suisse, composé de MM. les conseillers nationaux Ador, Richard, Baldinger, Joos, le colonel Müller, Gobat, Bernasconi et de Stoppani, délibérant à part, a été étonné d'une motion de M. Joos, ainsi conçue :

Considérant que pour abolir la guerre il faut aussi atténuer la cause des guerres intestines et empêcher tout ce qui trouble les consciences et favorise le fanatisme, le congrès invite le pape à modifier le serment des évêques en supprimant le passage qui les oblige à persécuter les hérétiques schismatiques.

Le groupe suisse a décidé à l'unanimité de considérer cette motion comme purement personnelle et de lui refuser son appui. Elle sera discutée demain en séance plénière du congrès.

Rome, 5 novembre.

La séance de cette après-midi s'est ouverte à trois heures.

MM. Imbriani, Hubbard et Richard présentent des propositions affirmant :

1° Que le respect absolu du principe de nationalité peut seul assurer la paix. Tout traité, tout pacte qui dispose des nations ou des populations en dehors de leur libre consentement est contraire au droit naturel et est un obstacle permanent au maintien de la paix.

2° Le droit de paix ou de guerre appartient uniquement et dans tous pays au peuple et à ses représentants.

Les députés Hector Ferrari et Maffi présentent une proposition affirmant que le droit pour les peuples de disposer librement de leur destinée est le moyen indispensable pour former une fédération dans le but d'obtenir la paix par l'arbitrage.

La conférence aborde la discussion d'une proposition de M. Marcaratu, délégué de l'Espagne, qui conclut à ce que les puissances secondaires soient représentées dans tous les congrès diplomatiques.

M. Pandolfi, rapporteur, appuie le projet.

M. Marcaratu développe sa résolution, qui est signée de quarante membres de la conférence de presque tous les Etats de l'Europe.

M. Odescalchi parle chaudement en faveur de l'adoption.

M. Imbriani prend la parole. Parlant des petits Etats, il fait allusion à la Pologne. Le président, l'interrompant dit : « La Pologne n'est pas un Etat. M. Imbriani insiste. Il est rappelé plusieurs fois à la question. M. Imbriani dit en terminant :

« Les paroles d'humanité sont trop vagues ; parler de la guerre dans un congrès de la paix, c'est la prévoir et se présumer. Nous ne pouvons pas renoncer à ce qui est inhérent et le président a dans son cœur les mêmes sentiments. »

M. Pulski, délégué hongrois, répond à M. Imbriani. Il lui semble inopportun de soulever la question de nationalité.

Finalement la proposition Marcaratu est approuvée à l'unanimité (Applaudissements).

La séance est levée à 5 h. 1/2 et renvoyée à demain à 3 heures.

INFORMATIONS DIVERSES

L'AMI FRITZ, de Mascagni.

Rome, le 2 novembre.

R. Pietro Mascagni s'est fait connaître l'année dernière en composant la musique de cette *Cavalleria Rusticana* qui a déjà fait le tour du monde. Le sujet, comme on sait, en est essentiellement italien. C'est un drame à fortes teintes qui commence par une aubade au son des guitares, sous les fenêtres de Lola,

Blanche comme une fleur d'épine, et qui finit par un duel au couteau dans un chemin creux.

Cette année-ci Mascagni nous a donné une œuvre toute différente de style et d'inspiration. Il a tiré un opéra en trois actes du délicieux roman d'Eckmann-Chatrion, *L'Ami Fritz*. Tout le monde connaît l'histoire de ce bon Fritz Kobus qui vivait si grassement dans sa petite ville du Palatinat. Il avait de l'argent et une bonne cave, partant des amis et de la gaieté. La vie n'était pour lui qu'une éternelle bombance. A la brasserie du Grand-Cerf, ou à table chez lui, en joyeuse compagnie, savourant les andouilles que lui apportait sa vieille Katel et qu'il arrosait d'un Johannisberg à réveiller les morts, Fritz était heureux et il proclamait son bonheur. Aussi avait-il juré de ne pas se marier : à quoi bon s'embarasser d'une femme ? D'ailleurs Fritz ne croyait pas à l'amour. Il n'en parlait que pour en rire, et il en riait tellement « que son nez épâté couvrait la moitié de sa figure. » Mais voilà qu'un beau jour tout change.

La petite Suzel, la fille du fermier, est devenue grande. Fritz la voit dans son casquin bleu tordant le linge à la fontaine ; il la voit battant le beurre, ses bras dodos tout mouchetés de taches blanches ; elle lui apporte des cerises, elle lui prépare des beignets tout saupoudrés de canelle et de sucre. Et Fritz, peu à peu, ne va plus à la brasserie, il néglige sa cave, les andouilles de la vieille Katel ne lui disent plus rien. Il a toujours devant les yeux la même figure enfantine et riieuse, la même tresse blonde. Il veut lutter, il ne le peut ; et un soir qu'il entend Suzel chanter dans le valon plein d'ombre avec les faucheurs qui reviennent des foins, son cœur lui bat si fort qu'il en oublie de dîner. Fritz l'épouse, le gros sceptique est vaincu. Il est amoureux.... et l'histoire finit par un mariage.

Qu'est-ce que Mascagni avait pu tirer de cette douce idylle germanique ? Comment allait-il nous raconter en musique la simple histoire de cet amour si pur qui naît et fleurit dans ce milieu de bonhomie et de paisible rusticité ? C'est ce que se demandait l'autre soir, au théâtre Costanzi bien des gens anxieux de savoir si cette nouvelle production de Mascagni viendrait affirmer le robuste talent qui s'était si soudainement révélé l'année dernière. Aussi le silence était-il religieux quand, après un court prélude, le rideau s'est levé.

C'est la fête de Fritz. Il a ses amis à sa table. Et tandis que tous boivent et se réjouissent, Suzel entre pour offrir au maître de la maison de bons vœux et des fleurs. Fritz engage la jeune fille à s'asseoir à côté de lui. Elle s'excuse honteuse et s'en va.

La-dessus, une joyeuse discussion s'engage sur les femmes et sur le mariage entre Fritz et son ami le rabbin. Ce dernier prédit à Fritz que malgré tout il finira par se marier.

Deuxième acte : la ferme du Meisenthal. Nous sommes en pleine idylle ; Fritz et Suzel rient et chantent sous les cerisiers. Le vieux rabbin, pour souffler sur le feu, vient dire à Fritz qu'il a un parti pour Suzel et qu'il veut la marier. Fritz découvre alors qu'il aime la jeune fille et pour se délivrer de cet amour, il part en voyage avec ses compagnons de plaisir. Suzel reste seule et pleure.

Troisième acte : chez Fritz. Celui-ci est plus tourmenté que jamais. Son voyage a été vain. Il finit par s'abandonner tout entier au sentiment qui lui remplit le cœur. Il s'empare contre le rabbin qui vient lui annoncer que le mariage de Suzel est une chose décidée. Mais la jeune fille arrive. Elle vient supplier Fritz d'intercéder auprès de son père pour empêcher une union qui lui est odieuse. C'est alors que

Fritz avoue à Suzel tout son amour. Extase. Attendrissement général. Rideau.

Comme on voit, l'auteur du libretto ne s'est pas beaucoup écarté de l'histoire telle qu'elle nous est racontée par Eckmann-Chatrion ; aussi le canevas, malgré les épisodes que je saute, a-t-il paru un peu pauvre, un peu terne, pour trois actes d'opéra. Là était le danger, car le public, en jugeant une œuvre d'art, ne tient pas toujours compte des difficultés vaincues, et la simplicité du sujet est pour lui synonyme de pauvreté et de banalité. Cependant l'enthousiasme a été grand et sincère. Il s'est allumé au premier acte, à la romance que chante Suzel en offrant ses violettes. Il a atteint son apogée au second acte au « duo des cerises », une page exquise qui suffirait à faire la célébrité d'un artiste. A la fin, le public était plus froid. Ces trois actes par trop idylliques, dans lesquels il ne se passe pas grand chose, l'avaient fatigué. C'est ce qui empêchera sans doute à cette œuvre d'avoir le succès retentissant de la première production de Mascagni.

Quant à la musique, on y sent dès les premières mesures la préoccupation du compositeur d'arracher le public aux réminiscences de la *Cavalleria*. Plus de passions ardentes, plus de sang versé, mais de bonnes mœurs patriarcales ; nous ne sommes plus devant un paysage brûlé de Sicile, mais dans un aimable pays de prés verts, sous un ciel doucement voilé sur lequel s'effilent les hauts panaches des bœufs. Et c'est en cela que Mascagni a remporté la victoire. Il s'est révélé profondément artiste dans la façon dont il a compris et interprété l'idylle alsacienne d'Eckmann-Chatrion après le drame sicilien de Verga. Malgré le libretto froid et peu mouvementé de l'*Amico Fritz*, il a su répandre dans toutes les premières scènes une gaieté franche et joyeuse. Il s'est élevé ensuite peu à peu du sentiment de tendre et riieuse amitié, qui fleurit dans le duo des cerises, aux accents émouvants de la passion qui éclate dans les scènes de la fin.

Et dans cette trame que de perles ! La chanson de Joseph le Bohémien, l'histoire de Rebecca chantée par le rabbin et Suzel, le chœur lointain des faucheurs, pour ne pas les citer toutes.

Aussi, malgré des redites, des longueurs, malgré quelques pages d'un effet facile et même vulgaire, dues sans doute à la grande jeunesse du compositeur, l'*Amico Fritz*, sans parler de l'orchestration qui est très belle, a été jugée l'œuvre d'un talent puissant, original, purement artistique ; les critiques, même les plus sévères, saluent en lui l'homme qui peut continuer les traditions glorieuses de l'opéra italien, traditions et gloire auxquelles on commençait à renoncer, vu la mort prématurée de Ponchielli, le silence obstiné de Camillo Boito et l'âge avancé de Verdi.

La famine et la solidarité publique en Russie.

On écrit de St-Petersbourg, 15/27 octobre, au *Soleil* :

La terrible famine que subit en ce moment l'Europe orientale aura pour conséquence deux faits qui font également honneur à la nation russe et à son gouvernement. D'une part, elle détermine, dans toutes les classes du peuple, un admirable élan de solidarité patriotique. De l'autre elle inspire au gouvernement russe, au gouvernement autocratique du tsar une réforme égalitaire.

L'impôt sur le revenu va être prochainement établi dans tout l'empire russe. La justification de cette mesure est la famine. Pour conjurer ce danger suprême, le ministère des finances a préparé un projet de loi frappant d'un impôt extraordinaire tous les traitements des employés de l'Etat et des sociétés d'actions percevant plus de 2,000 roubles (soit 5,000 francs) par an. Le produit de cet impôt doit être, cette année, exclusivement consacré aux victimes de la disette. L'année prochaine, il contribuera à l'allègement des charges qui pèsent encore sur le pauvre peuple.

Cette décision courageuse n'a pas été adoptée, sans raison. Depuis quelque temps, la nécessité d'une réforme générale de notre système financier était reconnue par tous. M. Vychegradsky s'est très courageusement à l'œuvre et il la mènera à bonne fin. L'heure est bien choisie pour la réforme. La famine, prévue depuis plusieurs mois, s'est déclarée dans les provinces du centre et du sud-est. Les journaux de la région font un tableau navrant de la misère du peuple. Le paysan vend à vil prix son bétail, qu'il ne peut plus nourrir. Les chevaux se traitent comme pour 8 ou 10 roubles (20 ou 25 francs). Nombre de malheureux émigrent dans les grandes villes pour y chercher du travail qu'on ne sait comment leur procurer. En certains endroits, tout le peuple meurt. Allons-nous donc revoir les tristes scènes qui signalaient les famines du moyen-âge ?

Heureusement, l'alarme a été donnée par le gouvernement et par la presse. De toutes parts arrivent les secours. A Petersburg, à Moscou, dans toutes les grandes villes, les sociétés s'organisent pour le ravitaillement des campagnes. On se figure à tort, chez vous, que le peuple russe est sans initiative et ne saurait agir que sur l'ordre du gouvernement central. Grave erreur ! On oublie que les *zemstvos* électifs jouissent de pouvoirs considérables et que la vie locale, municipale et provinciale, s'est sensiblement développée depuis vingt-cinq ans.

L'élan de charité qui soulève en ce moment la nation est aussi général que superbe. Le clergé, les officiers, les banquiers, les négociants sacrifient à l'œuvre d'une bonne part de leur traitement, de leurs économies ou de leurs rentes sur l'autel de la patrie menacée par la disette. Des collectes s'organisent partout les collèges. Des dames du meilleur monde partent, malgré la rigueur précoce de la saison, pour aller porter des secours et des consolations jusqu'au fond des villages perdus dans la steppe. Comme toujours les sacrifices les plus touchants proviennent des bourgeois les plus modestes. Partout les municipalités reçoivent des dons en nature de la part de ceux qui ne peuvent donner d'argent. Beaucoup de femmes apportent leurs bracelets, leurs boucles d'oreilles, des écrivains abandonnent publiquement aux pauvres le bénéfice qu'ils espéraient retirer de leurs livres.

Citons quelques faits entre mille. Les propriétés des grands tramways de Petersburg, M. Dor, le consul suisse, et Mme Ritter, dont les voitures sillonnent toute la ville (la perspective de Nevski, la Sadovaïa, le Vassili-Ostrov) ont décidé de céder, pour un mois, leurs recettes aux affamés. Des milliers de billets ont été fabriqués pour ce jour exceptionnel afin de permettre aux philanthropes d'exceptionnel, une seule fois, une somme de 100,000 roubles de verser, en faveur des pauvres, une somme considérable. Les Petersburg adressent à leurs coreligionnaires un chaleureux appel en faveur des orthodoxes en péril. Les

1

[Faint handwritten notes at the bottom of the page]

1874

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf of a book. The paper has a slightly textured appearance with some minor creases and discoloration, characteristic of old paper. The left edge of the page is bound into a dark, possibly black or dark brown, inner cover material. The overall lighting is even, highlighting the subtle variations in the paper's tone.

Un arrangement particulier permet aux éditeurs MM. Béroud et Jeheber, à Genève, de fournir pour prix de douze francs le dictionnaire ecclésiastique qui en coûtait à l'origine vingt-deux. « Tout le monde

Ayuntamiento de Madrid

1

